

La croissance de la ville d'Antananarivo et ses conséquences

Abdillah Attoumani^{1*}, Razafinjato Victor², Cyrille Randriamampandry³, Randriatsimbazafy Andrianirina⁴

^{1,2,3} ED Ingénierie et Géoscience, ESPA, Université d'Antananarivo

⁴ Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo, Université d'Antananarivo

*Auteur correspondant : Abdillah Attoumani, Tel +261340433319, E-mail : charlyattoumani@gmail.com

RESUME

La ville d'Antananarivo est marquée par une croissance démographique importante depuis le début des années 1990. Sa population urbaine a atteint les 3 millions d'habitants aujourd'hui 2015. La rapidité du processus d'urbanisation durant ces dernières décennies s'est traduite par une occupation anarchique du sol et une répartition déséquilibrée des activités socio-économiques. La ville aurait joué le rôle de moteur de croissance dans les processus de développement économique mais identifier actuellement le caractère structurant du milieu urbain sur l'activité économique est devenue une source qui peut alimenter le débat quant à la nature de la croissance de la ville d'Antananarivo. L'objectif était d'étudier le sens de l'évolution démographique et économique de la ville d'Antananarivo. Les effets d'agglomération attendus pour l'organisation de l'espace urbain de la ville ne se sont pas manifestés. La croissance de la ville peut être attribuée aujourd'hui comme aléatoire vue qu'elle n'est pas institutionnellement canalisée.

Mots clés : *Croissance de la ville d'Antananarivo, Croissance démographique, Urbanisation, Poids économique. Activités économiques, effets d'agglomération.*

ABSTRACT

The city of Antananarivo has been experiencing significant population growth since the early 1990s. Its population has reached 3 million inhabitants today in 2015. The rapidity of the urbanization process in recent decades has resulted in uncontrolled land use and an unbalanced distribution of socio-economic activities. The city would have played the role of an engine of growth in economic development processes, but identifying the structuring nature of the urban environment on economic activity has become a source that can fuel the debate on the nature of growth of the city of Antananarivo. The purpose was to study the meaning of demographic and economic evolution of the city of Antananarivo. The expected agglomeration effects for the industrial organization of urban space have not materialized. The growth of the city can be attributed today as random since it is not institutionally channelled.

Keywords: *Growth of the city of Antananarivo, Population growth, Urbanization, Economic weight, Economic activities, Agglomeration effects.*

Introduction

« Dans les pays en développement, la croissance des villes se fait à une vitesse très rapide. Cela engendre de nombreux problèmes urbains qui affectent particulièrement les populations les plus vulnérables, surtout lorsqu'on parle de villes qui ont très peu de ressources financières et où les compétences humaines dans le domaine urbain sont encore peu nombreuses. Le développement se fait donc généralement de manière désordonnée. L'urbanisation est en fait l'un des plus grands défis du monde en développement. »¹

Ce constat conduit un certain nombre de chercheurs à analyser les modalités de changement démographique d'une ville et des mécanismes économiques sous-jacents. « On peut classer leurs travaux dans deux grandes séries d'approches théoriques : les théories de la croissance aléatoire et les théories de la croissance déterministe. »²

La ville d'Antananarivo a démarré par un village appelé Analamanga qui fut créé en 1794 comme capitale politique du Royaume. Au cours du 19^{ème} siècle, des zones urbaines se sont formées autour du palais de la Reine, ou le Rova, dans les hauteurs d'Antananarivo. En 1896, l'administration française conserva Antananarivo comme capitale coloniale. La ville d'Antananarivo a continué à se développer, surtout après la Seconde Guerre mondiale. En 1950, sa population était passée à 175 000 habitants. Au cours de cette période, des routes et d'autres infrastructures ont été construites. Après l'indépendance en 1960, la ville s'est agrandie rapidement. Antananarivo, Capitale de Madagascar, se caractérise par un fort taux de croissance démographique, parmi les plus élevés du monde, 4,6% depuis deux décennies. Les quelques villages de 1900 ont cédé la place aujourd'hui (2015) à une agglomération de près de 3 millions d'habitants représentant environ 43% de la population véritablement urbaine du pays et près de 12 % de la population malgache *et fait déjà partie des 160 plus grandes villes de la planète* »³ comparable aux grandes métropoles de 2 à 10 millions d'habitants comme la ville Hanoï, Bogota, Dakar, Casablanca, et Caracas⁴.

L'essor démographique semble en partie s'auto-alimenter, augmentant ainsi de façon continue et dans tous les domaines le poids de la ville par rapport au reste du pays. Quant à l'évolution économique de la capitale, elle est engagée dans un processus cumulatif de régression qui, s'il n'est pas rapidement inversé, risque d'avoir des répercussions sociales graves. Les activités économiques de la capitale se caractérisent à la fois par une dégénérescence du secteur moderne et par la prolifération de petites activités secondaires et tertiaires souvent de caractère informel.

Cette recherche démarrée en 2015 portant sur l'analyse des facteurs de la croissance urbaine et dans ce domaine Antananarivo constitue un champ d'observation privilégié.

Dans quelle mesure l'évolution démographique est le produit du système d'activité économique dans l'agglomération d'Antananarivo ?

L'objectif général visé, est d'améliorer la connaissance des composantes démographiques et économiques de la croissance urbaine de la ville d'Antananarivo.

Cet objectif général traduit l'intégration aux problèmes d'aménagement et de développement urbain d'un objectif méthodologique : déceler les facteurs de sélectivité du processus de croissance des villes qui peuvent induire leur évolution et provoquer une dynamique propre de leur distribution plutôt que d'analyser la ville dans son ensemble.

¹ LETARTE Martine, *Pays en développement-Le grand défi de la croissance urbaine*, 24 Février 2007. Disponible sur www.ledevoir.com

² SCHAFFAR Alexandra, DIMOU Michel, *Les théories de la croissance urbaine*, Université de la Réunion, 29, Rue Cézanne, 97432 Saint Pierre, La Réunion

³ BANQUE MONDIALE, *L'Urbanisation ou le nouveau défi malgache*, Mars 2011, p1.

⁴ CERTU, *Note de synthèse : Mobilité et transport, Comment élaborer des stratégies de mobilité durable dans les villes des pays en développement ?*, Fiche n°1, Janvier 2008, p3.

I. Méthodologie

Zones faisant l'objet d'étude

Les zones faisant l'objet d'étude pour l'agglomération d'Antananarivo sont en principe quatre Districts, à savoir, la Communes Urbaines d'Antananarivo, et les Districts d'Ambohidratrimo, d'Atsimondrano et d'Avaradrano.

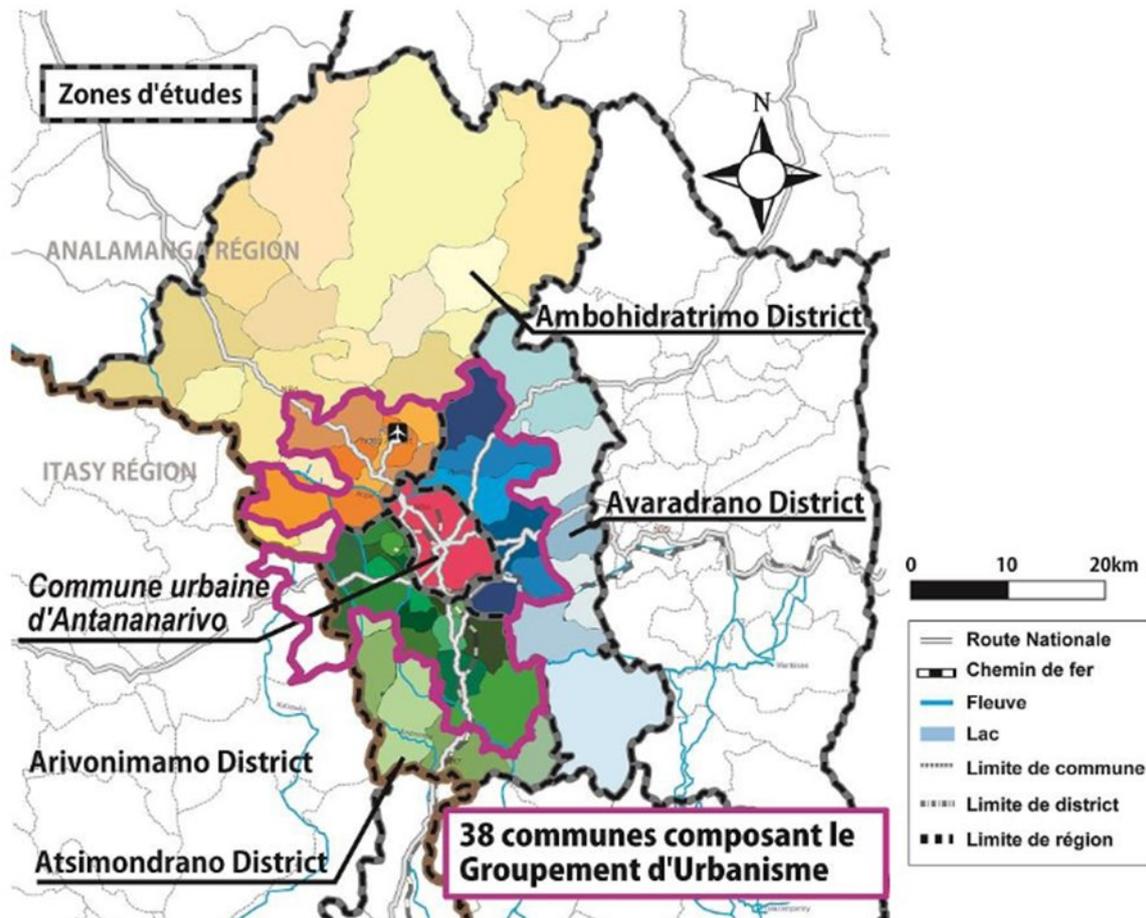


Figure 1. Zones faisant l'objet d'étude

Collecte des données

Les méthodes mises en œuvre pour la collecte des informations prenaient en compte la documentation et les enquêtes sur le terrain.

En plus de la documentation existante, le support essentiel de notre base de données provient des enquêtes démographiques réalisées par INSTAT, la JICA et nous-mêmes.

La recherche documentaire est réalisée à travers divers centres de documentation. Elle a consisté à identifier, recenser et à constituer les ouvrages en rapport avec la thématique. Cela a permis de faire le point des connaissances afin de mieux cerner les aspects susceptibles d'être abordés par le sujet. La documentation prend aussi en compte les documents cartographiques et les images satellitaires.

Les travaux de terrain vont consister à la collecte des informations sur le terrain.

Pour la création des données nouvelles, il nous a fallu procéder à une enquête générale afin de pallier en priorité au manque flagrant de données de mouvement. La recherche est menée suivant une division en zone et en particulier, cet article s'intéresse aux données socio-économiques suivantes : Population, Emplois, PIB, Revenusetc.

Les difficultés de mise en route tiennent principalement à la diversité des situations rencontrées dans les Communes et aux retards imprévus à l'accès aux données.

La saisie informatique des données d'enquêtes est achevée. En outre, le fichier de l'enquête renouvelée a fait l'objet d'une restructuration de manière à permettre une analyse par groupement de ménage. La sortie informatique des principaux résultats de cette enquête est également effectuée.

Le SIG

Le Système d'Information Géographique ou SIG est un système informatique de matériels, de logiciels, et de processus conçu pour permettre la collecte, la gestion, la manipulation, l'analyse, la modélisation et l'affichage de données à référence spatiale afin de résoudre des problèmes complexes d'aménagement et de gestion.

Dans cette recherche le SIG est choisi comme outil de traitement des données.

Acquisitions des données

Pour l'acquisition des données une image satellite de l'agglomération d'Antananarivo a été prise par la JICA 2015 et l'extraction des objets d'occupation du sol a été effectuée.

Elle constitue une image issue de capteurs embarqués dans des satellites d'observation placés sur des orbites de 500 à 36000 km d'altitude. L'image représente le rayonnement solaire réfléchi par les objets au sol dans le domaine visible ou proche infra-rouge. Elle doit subir plusieurs traitements (Ardas Imagine 9.1) radiométriques et géométriques avant d'être utilisable dans un SIG.

Acquisition à partir d'image satellite

L'image satellite constitue une source d'informations fondamentale pour l'occupation du sol grâce à la télédétection.

Pour le traitement statistique de données, nous avons eu recours à l'Excel.

Elaboration d'une comptabilité économique de l'agglomération

Le développement des investissements urbains est lié aux possibilités de la ville de mobiliser des ressources, c'est-à-dire de dégager une épargne et de l'orienter vers des équipements ou des services destinés à la collectivité ou bien de l'affecter au logement. Cette aptitude de la ville, à dégager une épargne, est évidemment conditionner par la situation économique non seulement de l'agglomération mais aussi du pays, les deux étant bien évidemment liés.

L'étude de l'économie urbaine a précisément pour objectif d'analyser le contexte économique actuel et prévisible de la Capitale et d'évaluer la part de l'épargne qui pourrait être drainée vers des investissements urbains.

Pour réaliser cette analyse, une tentative d'élaboration d'une comptabilité économique a été réalisée au niveau de l'Agglomération, comme cela est généralement fait à l'échelle nationale. Cette comptabilité régionale consiste à décrire l'ensemble des relations économiques existant entre les acteurs de la vie économique généralement appelés « agents économiques ». Elle se fonde sur une série d'investigations réalisée dans le cadre de l'élaboration d'un Schéma Directeur d'aménagement urbain de l'agglomération d'Antananarivo 2015-2035, complétée par les enquêtes annuelles du Plan, par des indicateurs indirects et par des informations recueillies directement auprès des entreprises, étude du secteur informel, et enquêtes ménages.

L'estimation de la production des activités économiques, se basent essentiellement sur des évaluations de valeur ajoutées par emploi, on est conduit à aborder en premier lieu l'économie régionale en termes d'emploi, avant de quantifier les ressources et les dépenses de chaque agent économique.

Ces agents économiques sont de quatre type : les « entreprises », les Administrations centrales et locales regroupées habituellement sous l'intitulé « Etat » ; les « ménages » ; enfin, l'« Extérieur » qui regroupe l'ensemble des échanges.

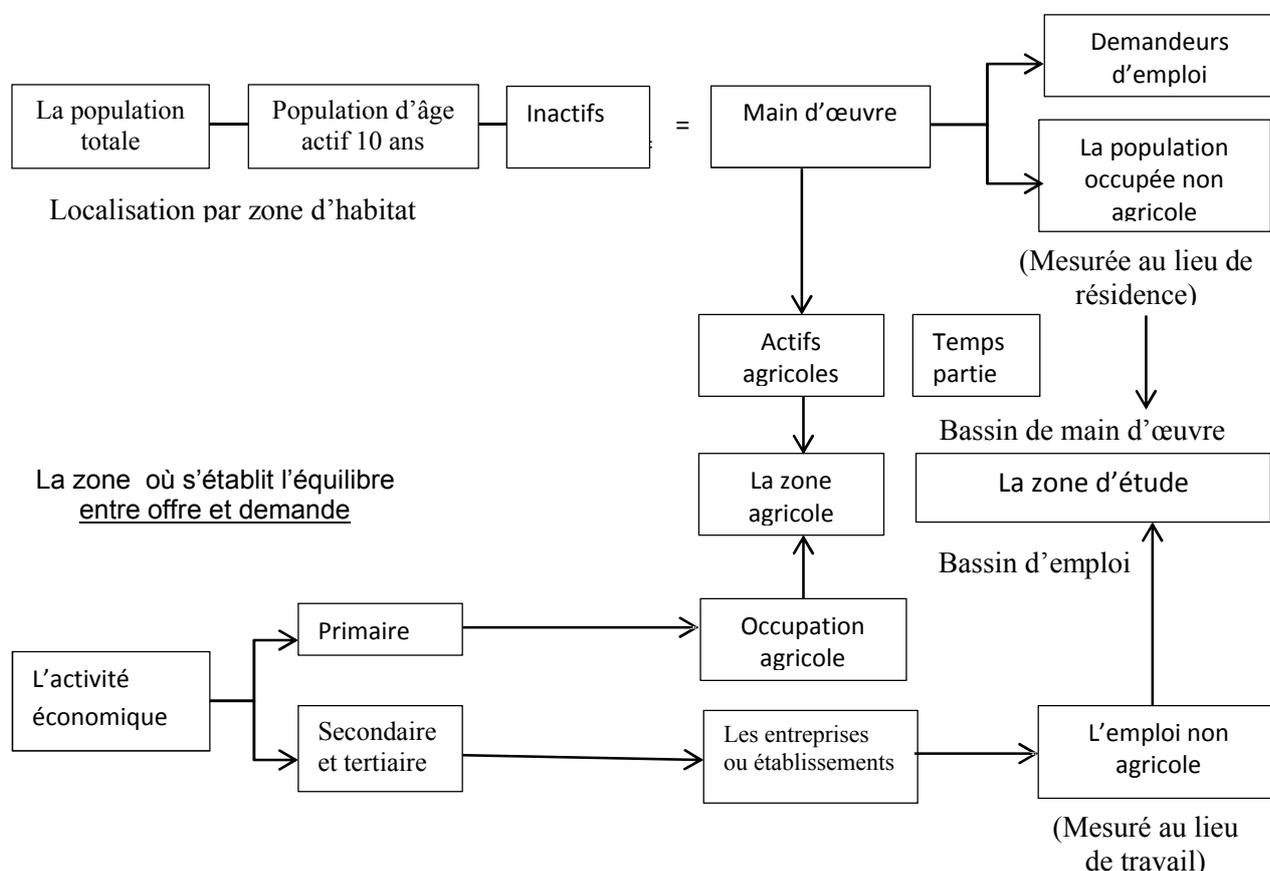
Chacun de ces quatre « agents économiques » entretient avec les trois autres des relations économiques croisées : les « Ménages » par exemple reçoivent des traitements et des salaires des « Entreprises » et de l'« Etat » en échange de leur travail et dépensent leurs revenus en achetant aux « Entreprises » des biens ou services , une partie de ces achats vient de l'« Extérieur », les « Ménages », l'« Extérieur », ces ressources lui permettent d'engager des dépenses : salaires, dépenses de fonctionnement et d'investissement.

La description de l'économie de l'agglomération à partir des échanges internes à la zone d'étude, c'est-à-dire entre tous les « agents économique » localisés à l'intérieur de l'agglomération d'une part et entre ces agents et l'étranger d'autre part, vise en fait un triple objectif :

- Elle doit permettre de mieux cerner le poids économique du Grand Antananarivo dans l'ensemble de l'activité du pays ;
- Elle doit mettre en évidence les principaux rouages de l'économie de la Capitale ;
- Enfin, elle doit faire apparaître l'existence et l'origine d'un éventuel « surplus », c'est-à-dire de l'épargne dégagée par chaque « agent économique » l'épargne ou »surplus « étant calculée par différence entre les ressources d'une part et les dépenses courantes avant investissement de chaque agent d'autre part.

La description de l'emploi est fondée essentiellement sur le rapprochement entre la demande d'emploi et l'offre d'emplois établie à partir des statistiques de INSTAT et du Plan sur la base des études par branches reliées avec l'assistance du Bit.

Figure 2. La demande d'emploi



II. RESULTATS

II.1. Population et croissance démographique ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾

En 1975, la population de la ville était estimée à environ 450 000 habitants. En 1993, la population de la commune urbaine d'Antananarivo était de 710 000 habitants et les zones urbanisées se sont étendues dans le territoire d'Antananarivo vers les zones environnantes. Il a été estimé que la population de l'agglomération d'Antananarivo, constituée par la CUA et des communes environnantes, a atteint les 1 million d'habitants en 1993. En 2015, la population de la CUA était estimée à 1,56 million, et la population de ses communes environnantes était estimée à 1,53 million. La population totale de l'Agglomération d'Antananarivo était de 3,09 millions en 2015. Cette population urbaine représente 38,0 % de la population urbaine totale de Madagascar. La population urbaine représente 12,8% de la population totale de Madagascar. Le taux de croissance annuel moyen de la population urbaine de la CUA a été estimé à 3,63% de 1993 à 2015, tandis que les autres parties de l'agglomération d'Antananarivo ont connu des taux de croissance plus élevés (plus de 5%), comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°1. Croissance de la population de l'Agglomération d'Antananarivo

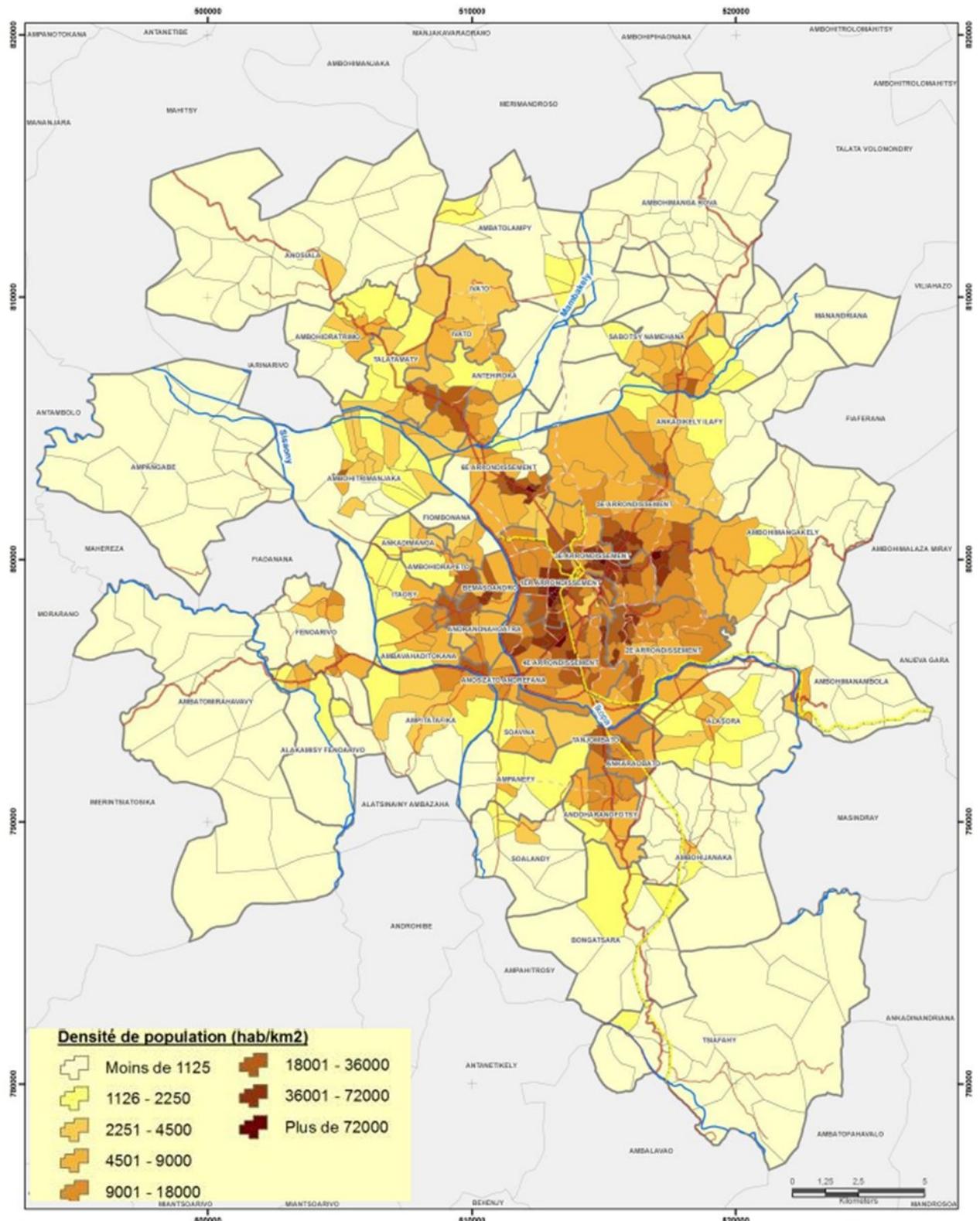
District	1975	1993	2015	Taux (75-93)	Taux (93-2015)
Commune dans l'Agglomération	1 975	1 993	2 015	Taux (1975-93)	Taux (1993-2015)
CUA	451 808	710 236	1 556 654	2,54%	3,63%
20 Communes dans le district d'Antananarivo-Atsimondrano		206 708	776 133		6,20%
8 Communes dans le district d'Antananarivo-Avaradrano		106 297	391 017		6,10%
8 Communes dans le district d'Ambohidratrimo		101 805	351 772		5,80%
Commune d'Ambatomiravavy dans le district d'Arivonimamo		7 000	15 848		3,78%
Agglomération d'Antananarivo		1 134 039	3 093 439		4,67%

II.1.1. Densités de population

La densité de population de la CUA était supérieure à 18 000 personnes/km² en 2015. Ce niveau élevé de densité de population est comparable à celui des 40 villes à forte densité de population dans le monde. L'environnement bâti de la CUA est en grande partie composé des immeubles à faible hauteur (maisons, bâtiments et immeubles d'une, deux ou trois étages), tandis que les autres 40 villes avec les densités de population les plus élevées sont composées d'immeubles de moyenne et de grande hauteur que les bâtiments que l'on trouve dans la CUA. D'autre part, la densité de population de l'agglomération d'Antananarivo était de 3 903 personnes/km², tandis que la densité de population moyenne des communes environnantes dans l'agglomération était de 2 171 personnes/km². La figure ci-dessus montre la répartition spatiale des densités de population en 2015, selon les données démographiques des Fokontany. Il est clair que des zones à densité de population très élevée se rencontrent dans la CUA, dans les zones directement adjacentes de la CUA et dans certaines zones suburbaines.

⁵ RAMAMONJISOA J., *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, tome I et II, Th. 3e cycle, Université de Nice, 1978, 514 p.

⁶ GOFFETTE-NAGOT F., *Croissance et configuration des aires urbaines* – mimeo, 1998.

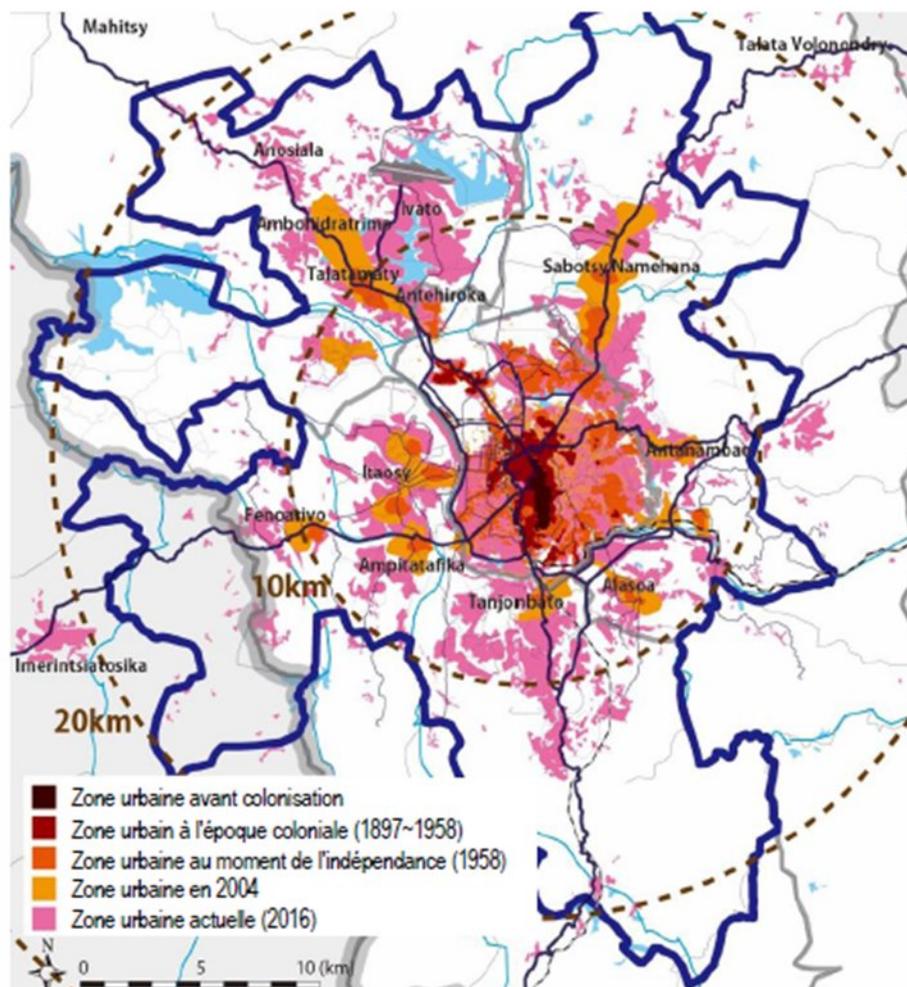


Carte n° 1. Densité de population dans l'Agglomération d'Antananarivo (2015)

II.1.2. Extension urbaine et périurbanisation dans l'agglomération d'Antananarivo ^{(7) (8)} ^{(9) (10) (11) (12)}

L'urbanisation d'Antananarivo a commencé à partir de la colline où se trouve le palais de la Reine, et les zones urbaines se sont progressivement étendues vers ses environs. La Figure ci-dessous montre l'expansion historique des zones urbaines dans l'agglomération d'Antananarivo.

La ville d'Antananarivo (CUA) et ses environs ont des collines, des rizières et des zones humides. Cette condition topographique a déterminé le modèle d'urbanisation de la CUA. Vers 1960, les zones urbanisées étaient encore sur les différentes collines de l'agglomération. Ces dernières années, les zones urbanisées se sont élargies en remplissant les zones de marécage.



Carte n° 2. Extension urbaine dans l'Agglomération d'Antananarivo

⁷ RAMAMONJISOA J, « L'extension urbaine de Tananarive : nouveaux visages », in *Madagascar revue de géographie*, 43, 1983, p. 65 – 104.

⁸ Boiteux C., Huriot J.M., *Modéliser la suburbanisation, succès et limites de la micro-économie urbaine*. XXXVIème colloque de l'ASRDLF « Développement régional, économie du savoir, nouvelles technologies de l'information et de la communication », Crans-Montana (Suisse), 6-9 septembre, 2000a, 23p.

⁹ AQUAR. M, *Périurbanisation, enjeux fonciers, planification urbaine, une réactualisation des approches, L'exemple de l'agglomération toulousaine*, Toulouse, Mémoire de DEA, Géographie, 1992, p110.

¹⁰ YVES, J. & CALENGE, Ch, *Espace périurbains : au-delà de la ville et de la campagne*, *Annales de géographie*, n°596, pp. 389-413.

¹¹ ZOO, EYINDANGA. R.-C, *L'extension urbaine à Libreville : l'exemple des quartiers Est. Libreville*, Mémoire de maîtrise, géographie, UOB, 1984, p145.

¹² PIERRE. N, *Diagnostic des extensions urbaines*, Libreville, PAPSUT, 1999.

Ces urbanisations se sont produites sans contrôle de planification ni développement approprié des infrastructures. Cela a provoqué des risques croissants d'inondation et de conditions de vie en détérioration. En général, ces urbanisations marquent le paysage, en particulier le long des routes nationales. Les zones entre les routes nationales sont encore peu développées et l'urbanisation n'a pas atteint ces zones. Les modèles d'urbanisation suivant les routes nationales sont décrits comme suit.

a) Vers l'Ouest le long de la Route nationale N° 1 (RN1)

Les zones entre le centre d'Antananarivo et la rivière Ikopa le long de la RN1, à 3 km du centre, ont déjà été urbanisées par le remblai de zone marécageuse. Les collines d'Itaosy (au nord de la RN1) et Ampitatafika (au sud de la RN1) situées juste après la rivière sont déjà urbanisées.

Ensuite, la RN1 traverse une grande zone humide le long de la rivière Sisaony, à 9 km du centre. Après cette zone, il y a une ville appelée Fenoarivo, qui semble se trouver au bord de l'agglomération. Après Fenoarivo, les zones rurales dominent le paysage puis suit la ville d'Imerintsiatosika, à 22 km à l'ouest du centre. Bien que de l'urbanisation s'est développée autour d'Imerintsiatosika, la ville ne semble pas faire partie de l'agglomération due aux zones rurales.

b) A l'Est le long de la Route Nationale N° 2 (RN2)

À l'est de l'agglomération se trouvent des collines. L'urbanisation se développe constamment dans ses zones jusqu'à Antanambao, à 8 km du centre d'Antananarivo. À environ 10 km du centre, il y a la jonction du RN2 et du Boulevard de Tokyo. Certaines constructions ont été bâties autour de la jonction, mais cette zone semble être la limite de l'urbanisation. Après la jonction, la RN2 parcourt des zones rurales et entre dans des zones montagneuses.

c) Vers le Nord-Est le long de la Route Nationale N° 3 (RN3)

Le Nord-est de l'agglomération est également constitué de collines, et la RN3 traverse des collines et des zones humides. De l'urbanisation en forme de ruban se trouvent le long de la RN3, et les villes suivantes sont situées dans la zone : Ambohitrahaha (à 6 km du centre), Sabotsy-Namehana (10 km du centre) et Ambohitrimanga (à 12 km du centre). Après ces villes, les zones deviennent rurales jusqu'à la prochaine grande ville, Talata-Volonondry. En raison des zones rurales, il ne semble pas faire partie de l'agglomération.

d) Vers le Nord-Ouest le long de la Route Nationale N° 4 (RN4)

Au Nord-ouest de l'agglomération, les urbanisations à haute densité se poursuivent jusqu'à 3 km du centre le long de la RN4, jusqu'à Andraharo où se trouvent des zones industrielles. Ensuite, il y a la zone d'Ambohimanarina qui est entièrement urbanisée. La RN4 traverse une zone humide et atteint Antehiroka (à 8 km du centre). Après Antehiroka, les zones sont fortement urbanisées avec les villes de Talatamaty, et Ivato où se trouve l'aéroport international, et Ambohidratrimo (à 15 km du centre). Ensuite, la RN4 entre dans les zones rurales, cependant certaines activités industrielles se rencontrent encore le long de la RN4. La prochaine grande ville, Mahitsy, apparaît après avoir traversé un col de montagne, à 27 km du centre. Le col de montagne semble être la limite de l'agglomération.

e) Vers le sud le long de la Route Nationale N° 7 (RN7)

Les zones entre le centre d'Antananarivo et le pont traversant la rivière Ikopa, située à 4 km au Sud du Centre-ville, sont entièrement urbanisées et des zones industrielles sont situées autour du pont. Les zones urbanisées continuent jusqu'à la jonction du Boulevard de Tokyo, à 10 km au Sud du Centre-ville. Après la jonction, les zones rurales dominent l'occupation du sol. La ville de Tsiarahy est située à 18 km au sud du Centre-ville. Après la ville, la RN7 traverse la rivière Sisaony, qui pourrait être la limite de l'agglomération d'Antananarivo.

II.1.3. Modèle d'occupation du sol dans l'Agglomération d'Antananarivo

Les zones urbanisées totales couvrent 147 km², soit 24% de l'agglomération. La majorité des zones urbanisées sont constituées de quartier résidentiel. Les utilisations administratives se trouvent au sud du Lac Anosy, où se trouvent des bureaux du gouvernement central. D'autres utilisations administratives se trouvent autour du centre-ville d'Antananarivo. Les usages commerciaux à grande échelle sont principalement concentrés dans le centre-ville et dans deux sous-centres de l'agglomération. Certains centres commerciaux sont situés sur une longue route principale. De nombreux petits commerces de détail se trouvent le long des routes

de l'agglomération. Une grande partie des industries est située à Tanjombato, sur les deux côtés de la rivière Ikopa. À Ankorondrano, le long des routes nationales 1 et 4, il y a des usines. En dehors de cela, quelques grandes zones industrielles se trouvent dans l'agglomération. L'utilisation agricole représente 40% de l'agglomération, composée principalement de rizières (27%) et de champs de légumes (23%). Les zones herbeuses ou la friche représente 21% de l'agglomération.

II.1.3.1. Quartiers informels dans l'agglomération d'Antananarivo ^{(13) (14) (15) (16) (17) (18)}

Cette section analyse les quartiers informels dans l'agglomération d'Antananarivo. Elle se concentre sur le logement comme un déterminant clé des caractéristiques des quartiers. Étant donné que les quartiers informels constituent un problème principalement observé dans les zones urbanisées, la CUA, la commune la plus peuplée, est la cible principale de l'analyse. L'analyse SIG a été effectuée pour la CUA, tandis que les analyses pour les autres communes sont basées sur les informations obtenues à partir des enquêtes auprès des communes effectuées d'avril à mai 2017.

La ville connaît une stratification sociale importante et il nous a paru commode de retenir principalement l'habitat comme variable synthétique de la diversité des conditions de vie et des catégories socio-professionnelles. La classification établie retient trois types d'habitat : l'habitat de haut et moyen standing, l'habitat économique moderne, et l'habitat de cour.

- L'habitat de haut et moyen standing représente une part non négligeable du fait de l'émergence d'une classe aisée tananarivienne et de la présence d'un fort contingent de cadres expatriés européens et africains.
- L'habitat économique moderne s'adresse particulièrement à des familles de salariés du secteur tertiaire moderne ou à des ouvriers qualifiés.
- L'habitat de cour ou habitat évolutif accueille plus de la moitié de la population de la ville : ouvriers des secteurs moderne et informel, petits commerçants et artisans constituant les principales catégories résidentes dans cet habitat qualifié de « traditionnel ». La cour comprend plusieurs logements abritant des familles différentes. La densification de cet habitat et la dégradation des équipements se conjuguent pour entraîner des conditions sanitaires de plus en plus mauvaises.

Dans la CUA, il y a 168 700 constructions, dont 97% sont catégorisées comme étant des constructions à usage résidentiel. La surface bâtie moyenne est de 74 m² et la superficie pour les habitations, 63 m², est légèrement inférieure à celle des constructions. Il y a environ 20 constructions ou maisons par hectare dans lesquels neuf personnes vivent.

Parmi les six arrondissements, l'arrondissement le plus peuplé est Antananarivo V avec une population de 348 600 habitants ; cependant, la densité de population la plus élevée, 291 personnes / ha, est enregistrée à Antananarivo I, suivie d'Antananarivo III et IV avec respectivement 245 et 220 personnes / ha. La taille moyenne de la surface bâtie pour les maisons varie selon les arrondissements.

Les bâtiments et les logements plus petits se trouvent à Antananarivo VI et IV, tandis que les constructions et maisons et sont plus grands à Antananarivo III. Il existe des différences

¹³ ALLOGHO-NKOGHE, *Fidèle-Marcellin, Politique de la ville et logique d'activités d'acteurs. A la recherche d'alternatives d'Aménagement pour les quartiers informels de Libreville (GABON)*, Université Montpellier III-Paul Valéry, Arts et Lettres, Langues et sciences Humaines et Sociales, U.F.R III UMR6012 ESPACE, Département de Géographie et Aménagement de l'espace, Thèse de Doctorat, 19 Octobre 2006, p565.

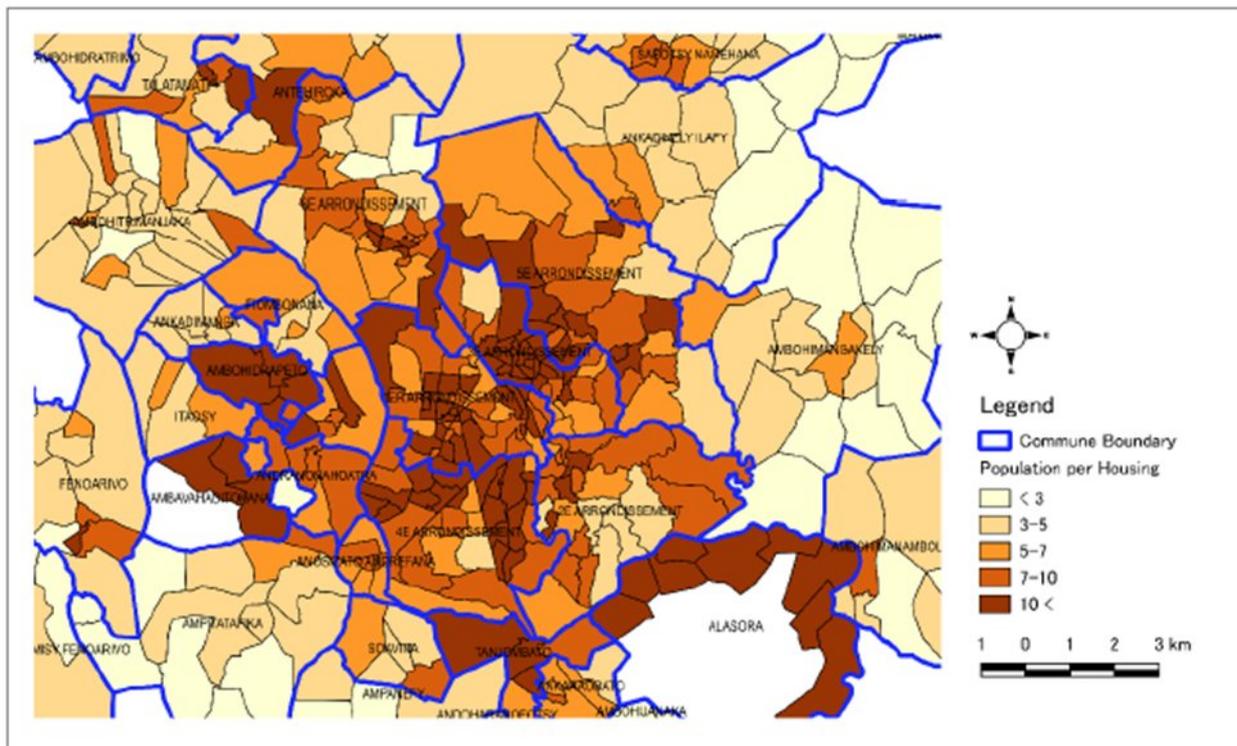
¹⁴ CHEVALLIER. J., *Système urbain et dynamique intra-urbaine*, In *Dynamiques urbaines, Actes du colloque du Mans*, Publications de l'Université de Caen, 1991, pp. 351-361.

¹⁵ LABORIE J-P. et BERNARD J., « *Bourgs et petites villes* », Actes du colloque de Nantes, Presses universitaires du Mirail (PMU), 1997.

¹⁶ BECKERICH, C., *Biens publics et valorisation immobilière*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Lyon 2, Laboratoire d'Economie des Transports, 2000, 290p.

¹⁷ COQUERY. M., *Secteur informel et production de l'espace urbanisé en Afrique*, In C. Coquey - Vidrovitch (éds), *Tiers –modes : l'informel en question ?* Paris, le Harmattan, 1991, pp. 197---213.

¹⁸ ARNAUD. M., *L production d'habitat au Gabon*, Libreville, PAPSUT, 2000, 91p.



Carte n° 5. Population par habitation (personnes)

L'habitat économique et l'habitat résidentiel hébergent des familles nettement plus nombreuses que l'habitat de cour. Paradoxalement c'est auprès des chefs de ménage les plus urbanisés que se reconstituent les modèles de famille élargie.

Les caractéristiques des arrondissements sont résumées comme suit ⁽¹⁹⁾ :

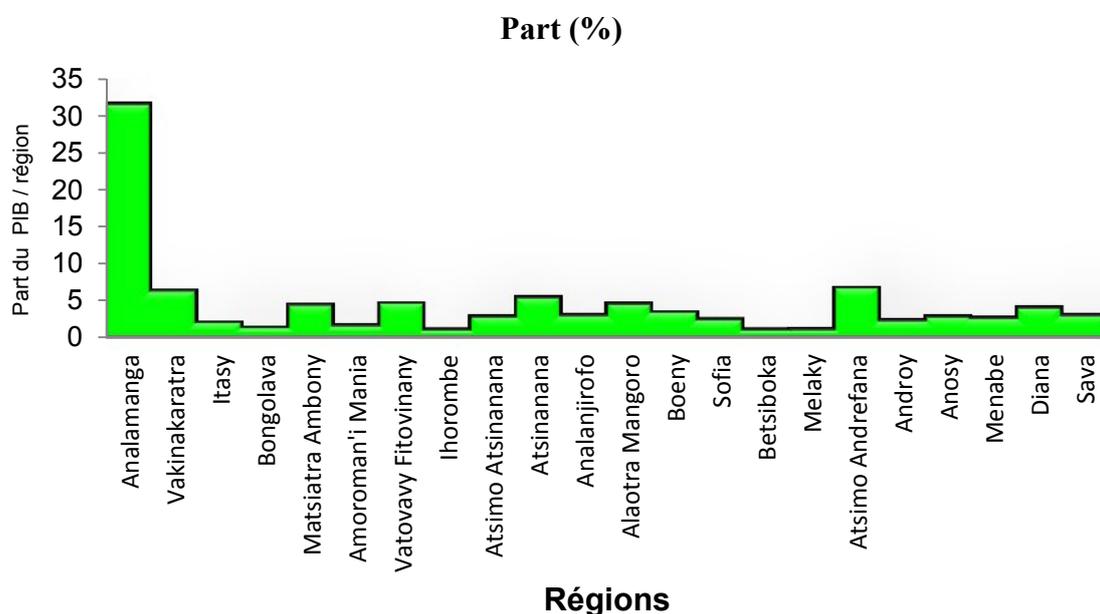
- Antananarivo I est extrêmement surpeuplé avec les plus fortes densités de population et avec des bâtiments de près de 300 personnes par hectare. La taille moyenne de la surface bâtie pour les habitations est modérée, mais il y vit environ 11 personnes. Le côté ouest du chemin de fer est très surpeuplé et enclin à des inondations.
- Antananarivo II se caractérise par des densités de population et des surfaces bâties et des bâtiments moyens. Les constructions de bâtiments et d'habitation accueillent le plus petit nombre de personnes à savoir sept personnes par habitation. Ainsi, les habitations dans cet arrondissement sont relativement bonnes.
- Antananarivo III a la plus petite surface avec la deuxième densité de population la plus élevée. La zone le long de la route nationale n° 3 et n° 2 sont très surpeuplé. Toutefois, la taille moyenne des constructions et des surfaces bâties des habitations est la plus importante et il y réside 10 personnes.
- Antananarivo IV est surpeuplé avec une densité de population supérieure à plus de 200 personnes / ha et caractérisé par des tailles plus petites de bâtiments et d'habitation. La zone à forte densité de population se trouve sur le côté ouest du chemin de fer. La zone entre la rivière Ikopa et le chemin de fer est susceptible aux inondations.
- Antananarivo V a la plus grande population et surface, ainsi la densité de population et de densités de construction soient encore faibles et que les empreintes des bâtiments et des logements sont supérieures à la moyenne de la commune. La concentration de la population se trouve le long de la route nationale n° 3.
- Antananarivo VI se trouve à la périphérie de CUA le long de la route nationale n° 4 et est moins peuplé par rapport aux autres arrondissements. Ainsi, la densité de population est la plus faible à moins de 100 personnes/ha. Cependant, la taille du logement y est la plus petite parmi les six arrondissements.

¹⁹ ASSEKO-MINKO. D, *Les problèmes d'habitat et d'urbanisme à Libreville : habitat gabonais sous l'angle Fang*, Thèse d'architecture et d'urbanisme, Pars, Ecole des Beaux-Arts, 1978, 305p.

II.2. Le poids économique de la Région Analamanga ⁽²⁰⁾

Les pourcentages de PIB régional par rapport au PIB national sont présentés dans la graphique ci-dessous. Le pourcentage de la région Analamanga incluant l'Agglomération d'Antananarivo globalise à lui seul à 31,6% du PIB national.

Graphique 1. Part du PIB Régional dans le PIB National (2014)



Le poids économique du Grand Antananarivo par rapport au niveau national est modeste pour une Capitale ; cela tient à trois facteurs essentiels :

- La répartition relativement équilibrée des établissements individuels sur le territoire national n'a pas donné à la Capitale un rôle leader dans le développement du secteur secondaire ; par ailleurs, compte tenu de la perte de pouvoir d'achat des ménages urbains depuis une dizaine d'années et de la crise des devises, les entreprises de ce secteur ont vu leur fonctionnement et à leurs investissements s'amenuiser. La faible valeur ajoutée dégagée par le secteur industriel de la Capitale atteste de la médiocrité des performances d'activités qui devraient jouer sur l'emploi, les revenus distribués et la productivité globale de l'économie un rôle moteur ;
- En revanche, la forte concentration des activités tertiaires supérieures (commerces de gros, administrations, banques, services rares, enseignement supérieur) est significative des fonctions de Capitale exercées par Antananarivo. Mais là aussi, la crise des finances publiques et la compression des effectifs de l'Administration centrale, la faible performance des grosses entreprises de distribution souvent liée aux contraintes imposées par l'Etat et à la crise économique générale que traverse le pays ont eu pour effet de réduire le rôle d'entraînement sur l'emploi et les revenus distribués que jouait traditionnellement les activités de ce secteur tertiaire moderne ;
- Enfin, en réponse à la contraction de l'activité dans le secteur industriel et le secteur tertiaire moderne et la compression des emplois qui en est résulté, la prolifération de petites activités à très faible valeur ajoutée a joué un rôle amortisseur de la crise : de plus en plus d'actifs produisent de moins en moins de richesse, c'est-à-dire de valeur ajoutée et de plus en plus consommateurs doivent se partager une part d'un « gâteau » qui se réduit progressivement.

L'ensemble de ces activités traditionnelles (agricultures, artisanat de production ; tâcherons de la construction, transports mécanisés, commerces de détails, petites activités de services) dont une grande partie (plus de 2/3 constitue le secteur dit informel, représente

²⁰ BERNARD. P, *Le développement décentralisé, dynamique spatiale de l'économie et planification régionales*, Paris, Litec, 1987.

53% des emplois (87% des « patrons »), 40% des salaires ou revenus du travail, mais simplement 27% de la valeur ajoutée de l'Agglomération.

Tableau n°2. Poids du grand Antananarivo dans l'économie nationale en 2015

	National	Grand Antananarivo	Antananarivo/National
PIB	28 584 ,8	8 451,3	29,6%() ²¹
Secteur primaire	6 374 ,4	226 ,2	3,5%
Secteur secondaire	5 173 ,8	2 894,7	55,9%
Secteur tertiaire	13 234 ,7	4 089 ,8	30,9%
Administration	1 829 ,4	731 ,7	40,0%
Droits et taxes à l'importation	1 972 ,4	508 ,8	25,8%
Consommation privée	22 724 ,5	4 099	18,0%
Commotion publique	3 100 ,8	514	16,6%
Investissement public	99 ,7	9 ,5	9,5%
Investissement privé	2 753 ,5	416 ,5	15,1%
Exportations	9 165 ,4	2 145	23,4%
Importations	10 156 ,4	4 062 ,5	40,0%

II.2.1. L'offre d'emploi

En 2015, l'emploi dans la zone d'étude été estimé à 976 734 personnes ayant un emploi permanent ou semi permanent soit 32,6% de la population totale ou 52,5 % de la population en âge de travailler (comprise en 10 et 64 ans) ⁽²²⁾ et 202 376 à la recherche d'un travail.

En ce qui concerne la répartition par grands secteurs économiques des 976 734 personnes employées, on constate que le secteur tertiaire (l'Administration et les services) est le plus important avec 63% des emplois, que le secteur secondaire (industrie, artisanat, bâtiment) assure 20% des emplois, alors que le secteur primaire, l'agriculture n'emploie plus à titre d'activités principale que 17% de la population active de la zone d'étude.

Le secteur privé formel est constitué en majeure partie de services et d'industries principalement textiles fonctionnant en Zones franches et localisées principalement au Sud de la Ville (Tanjombato) et dans les quartiers Nord et Ouest (Ankorondrano et Andraharo).

S'agissant du statut au travail, les salariés constituent le groupe le plus important avec 53% des emplois, les entrepreneurs individuels les représentent 26%, et les aides familiaux et apprentis 21%. Par ailleurs, une part importante des emplois 327 058, soit 33,48% du total est occupée par des salariés semi-permanents et des aides familiaux agricoles pouvant se transformer en agriculteurs à temps partiel dans les périodes d'intense activité rizicole, ce qui montre bien l'interdépendance des économies rurale et urbaine de la zone. Si l'on cumule les emplois semi-permanents (aides familiaux compris) et les chômeurs (6%), on obtient un chiffre d'environ 436 658 personnes, soit 52% de la population de 15 ans et plus (65 ans).

Du point de vue de la répartition géographique, 65,25% des emplois se localisent dans les limites de la CUA, où les salariés sont prédominants agricoles (68%), aide familiaux, artisans sont majoritaires (59%), ce qui est caractéristique de l'économie encore semi-rural de cette zone.

²¹ PND, 2015-2019, Les douze (12) espaces de croissance identifiés jusqu'à ce jour sont :

Espace de croissance métropolitain, l'agglomération d'Antananarivo qui constitue le pôle économique majeur, générant 30,0% du PIB. Ce pourcentage pourrait être évalué en faisant l'hypothèse suivante : de 1984 où ce pourcentage a été évalué à 13% du PIB National, ce dernier a accru de 4,11% par an de 1984 à 2015 en tenant compte des aléas politiques du pays dont Antananarivo est la Capitale.

²² A Madagascar, le taux d'activité s'élève à 63,7%, en 2010. En d'autres termes, plus de six individus, âgés de 5 ans et plus, sur dix, sont déjà insérés, ou veulent s'insérer dans le marché du travail. Si l'on se restreint aux individus de 15-64 ans pour la population potentiellement active, conformément aux recommandations du BIT, le taux d'activité atteint 90,2%.

Enfin, si l'on considère les « emplois moteurs », c'est-à-dire ceux qui déterminent le niveau économique général par opposition aux « emplois induit » ou agricoles, on constate qu'ils ne représentent que 39 % du total. Or, la croissance de ce secteur « moteur » est pratiquement stoppée depuis quelques années (sept ans), alors que l'augmentation de la population amène environ 30 000 nouveaux actifs par an sur le marché du travail. Ceux-ci vont gonfler le secteur de « l'emploi induit », c'est-à-dire principalement le commerce de détail, l'artisanat et les petits services qui regroupent déjà plus de 70% des travailleurs indépendants de la zone. Il s'agit là d'une évolution préoccupante.

Tableau n°3. Estimation de l'emploi par branche et par statut dans la ville en 2015

Statuts	Salariés		Non-salariés			Total	
	Permanents	Non permanents	Entrepreneurs individuel	Aide familiale	Apprenti	Nombre	%
Secteur primaire	9 249	25 898	59 196	71 775	0	166 119	17,0%
Secteur secondaire	119 132	22 198	32 188	16 649	5 180	195 347	20,0%
industrie	83 244	8 879	740	0	1 480	94 344	9,7%
artisanat	4 440	4 440	27 008	15 539	2 590	54 016	5,5%
Btp moderne	22 198	8 879	370			31 448	3,2%
Btp traditionnel	9 249		4 070	1 110	1 110	15 539	1,6%
Secteur tertiaire	248 253	91 384	166 859	99 153	9 619	615 268	63,0%
transports modernes	34 778	8 879	20 349	6 660	1 110	71 775	7,3%
transports traditionnels			2 220			2 220	0,2%
commerce de gros	18 499	3 700	3 700	3 700	1 850	31 448	3,2%
commerce détail	25 898	6 660	55 496	51 796	3 700	143 550	14,7%
services supérieurs	12 949	1 850	7 399	0	0	22 198	2,3%
services traditionnels	6 290	8 139	77 695	36 997	2 960	132 081	13,5%
services domestiques	29 598	29 598				59 196	6,1%
Administration	68 371	32 558				152 800	15,6%
Total	376 634	139 481	258 242	187 577	14 799	976 734	100,0%
Pourcentage	38,6%	14,3%	26,4%	19,2%	1,5%	100,0%	

Le taux de chômage et d'inactivité reportés sont relativement faibles à Antananarivo mais masquent une propension au sous-emploi ou aux emplois précaires. Les résultats montrent un taux de chômage de 13% pour la population active âgée de 15 à 64 ans au sein de la commune urbaine d'Antananarivo.²³

II.2.2. Les rouages de l'économie urbaine

Des relations ou échanges existent entre les quatre « agents économiques » (Entreprises, Etat, Ménages, Extérieur). Chaque agent dispose de ressources et engendre des dépenses; les ressources d'un agent représentant des dépenses pour les autres et vice versa.

La valeur ajoutée des entreprises représente les ressources de celles-ci, elles sont estimées à 7 210,7 milliards. Ces 7 210,7 milliards engendrent une distribution de salaires et de traitements représentant 3 681,4 milliards, entraînent un prélèvement fiscal de 528,7 milliards et laissent aux entreprises un revenu global d'exploitation d'environ 2 115,1 milliards dont 761,4

²³ Ces chiffres proviennent de l'enquête MC Ram III, et sont supérieurs à ceux reportés par l'enquête 1-2-3 sur le marché du travail, qui situent le taux de chômage autour de 6,8% à Antananarivo au début 2010.

milliards sont affectées à l'investissement. Il reste environ 1 353,6 milliards qui constituent le revenu net des entreprises (après impôts) affecté habituellement à des dotations pour amortissement ou /et à la rémunération du capital (ou du chef d'entreprise). Il est très vraisemblablement qu'une bonne partie de ce revenu constitue en fait une sorte d' « épargne liquide » qui s'oriente dans des consommations somptuaires ou qui alimente une « économie souterraine » tournée vers le commerce avec l'étranger.

Compte tenu de l'effritement des activités économiques et de la modeste des valeurs ajoutées pour une grande partie des entreprises, seuls 10 à 15% des activités dégagent un revenu brut d'exploitation significatif : les entreprises du secteur industriel, du Btp et des activités du secteur tertiaire moderne notamment transport, commerce de gros et services rares concernent en effet 73% du total des revenus d'exploitation de l'agglomération. L'Etat (y compris les collectivités locales) prélève sur les trois autres agents économiques des impôts, taxes ou droits divers. Les ménages et les entreprises localisées dans le périmètre du Grand Antananarivo lui versent respectivement 128 milliards et 528,7 milliards (dont 165,2 milliards de charges sociales), à ces 656,7 milliards s'ajoute environ 508,8 milliards de droits, taxes et Tut perçus sur les importations à destination du Grand Antananarivo.

En contrepartie, l'Etat dépense 731,7 milliards en traitements et salaires de fonctionnaires résident dans l'Agglomération. Il dépense encore 514 milliards en fonctionnement des services et 9,5 milliards en investissement dans le Grand Antananarivo. Les dépenses de l'Etat, localisables dans le périmètre du Grand Antananarivo (1 255 milliards) sont donc presque comparables que les sommes qu'il y prélève (1 165,5 milliards, charges sociales exclus).

Le poids de la Capitale dans l'ensemble des ressources de l'Etat est beaucoup plus important (40%) que ce que la ville représente en termes économiques (29,6% du PIB). Plus de la moitié de l'ensemble des impôts perçus sur les ménages et sur les activités économiques est supporté par le Grand Antananarivo. La pression fiscale semble donc géographiquement mal répartie et pèse lourdement sur l'Agglomération. Cette situation est évidemment liée au fait que l'essentiel des zones rurales échappe à l'impôt direct.

Pourtant même dans la Capitale, une bonne partie des ménages (41%)⁽²⁴⁾ et des activités (56%) ne sont pas fiscalisés.

Les ménages reçoivent des traitements et salaires (pour les salariés) ou se rémunèrent sur l'activité de leurs entreprises (travailleurs indépendants) ou même auto consommant leur production. L'ensemble de ces ressources représentent entre 1 434,4 et 1 510 milliards auxquels s'ajoute le produit des locations pour les propriétaires (environ 217 milliards).

En échange, ils consomment des produits alimentaires (2/3 des dépenses : 658,0 milliards) dont le riz constitue la part essentielle (44% du total des dépenses des ménages) ; ils dépensent dans le logement soit sous forme de location (217 milliards) ou de constructions nouvelles (216 milliard) ; les autres dépenses de transport, d'habillement, de combustibles représentent environ 156 milliards ; ils versent à l'Etat 85 milliards (plus 42 milliards au titre de taxes diverses : enregistrement, etc...).

La perte de pouvoir d'achat des ménages, en sept ans, est assez considérable (60,7%) et a atteint probablement l'ensemble des couches de la population. 33,1% des ménages de la Capitale vivraient en dessous du seuil de pauvreté absolue (ces individus n'ont même pas la possibilité d'accéder au panier alimentaire minimal de 2133Kcal/jour⁽²⁵⁾, soit 374 941 Ar/an)⁽²⁶⁾ contre 52,7% au niveau national : pour eux, la part du riz dans le total de leurs dépenses est supérieure à 60 %. Malgré cela, l'investissement annuel des dépenses dans le logement représente encore une part appréciable des dépenses de ceux-ci (8%) : 150 habitants légales

²⁴ BCEOM et SOGREAH, *Résumé du rapport de faisabilité du Grand Antananarivo, Chapitre5 Appui institutionnel, Antananarivo, Août 2007, p17.*

²⁵ L'approche utilisée dans les Enquêtes Permanentes auprès des Ménages (EPM) est un peu différente de celle du PAM. En effet, dans les EPM, le seuil alimentaire est fixé à 2133 kcal. Mais, par la suite, ce seuil est valorisé au prix du panier alimentaire des Malagasy, occupant des positions intermédiaires de niveau de vie (entre le 2ème et le 7ème décile), alors que pour le PAM, une fois que les Kcal sont fixées, elles sont directement utilisées pour l'analyse de la pauvreté alimentaire. Et la FAO propose plutôt une quantité de 2550 Kcal par jour. Mais statistiquement, les résultats sont les mêmes.

²⁶ Enquête Population et ménages OMD 2013.

de standing représentant environ 146 milliards et de l'ordre de 3 à 4 000 habitations de 30 à 40 m² en moyenne sans permis de construire représentant 246 milliards.

4 062,5 milliards des produits ou services consommés ou investis dans le périmètre du grand Antananarivo ont fait l'objet d'une importation ; ces biens et services étaient destinés aux entreprises (2 904 milliards), aux ménages (799 milliards) ou à l'Etat (400 milliards). La part des biens d'équipement dans le total de ces 4 062,5 milliards d'importations est modeste (25%).

La part de la Capitale dans le total des importations du pays est très élevée : 40% ; ces importations destinées à la Capitale représentent en valeurs 44,3% de ce que le pays exporte. Celle-ci est donc fortement consommatrice de devises alors que la part de sa production exportée est fort modeste.

II.2.3. Le surplus disponible

L'épargne globale (ou surplus) disponible n'est pas négligeable au niveau de la Capitale puisqu'elle représenterait 2 115 milliards dans les entreprises et environ 141 milliards chez les ménages. Quant à l'Etat, ses capacités d'épargne ne peuvent être géographiquement localisées, son estimation au niveau national réalisée dans la section précédente montre qu'elle est très faible.

Actuellement, une partie de cette épargne s'investi : 761,4 milliards dans les entreprises, 137 milliards dans le logement des ménages, 117 milliards dans les équipements, infrastructures et services publics (ces derniers sur ressources extérieures). Potentiellement, un supplément d'épargne existe émanant d'entreprises individuelles ou de sociétés industrielles et commerciales qui, compte tenu de la crise actuelles, d'un contexte peu favorable, ou de l'impossibilité de s'approvisionner en biens d'équipement à l'étranger n'investissent pas ou pas assez.

III. DISCUSSIONS

III.1. Répartition de la population de l'agglomération

III.1.1. Nécessité d'une décentralisation

Le processus d'aménagement urbain de la ville d'Antananarivo met en doute les compétences et les responsabilités des autorités. En effet, depuis l'indépendance en 1960, les tentatives pour organiser et structurer l'espace urbain ont échoué.

La ville d'Antananarivo se caractérise notamment par un taux d'accroissement sur le plan démographique, dont les effets se répercutent sur les problèmes d'habitat, et en particulier sur les équipements collectifs. Il faut d'ailleurs distinguer pour les équipements collectifs, ceux qui sont nécessaires pour les besoins locaux, comme dans toute collectivité décentralisée, et les autres équipements inhérents à la fonction de la capitale. A ce double titre, la capitale a bénéficié au cours des différentes époques, de la primauté quant à la réalisation effective des bâtiments et constructions à usage collectif. En fait, en étant la Capitale et aussi la ville la plus peuplée, la tendance a souvent été d'y implanter les premiers équipements de toutes sortes. Aujourd'hui, l'armature urbaine est constituée de deux types de localités hiérarchisées par leur poids démographique et leur fonction économique. La ville d'Antananarivo et les zones périphériques, constituent l'essentiel de l'agglomération. Ces deux catégories bien différentes sont confrontées à des degrés divers, et à des difficultés liées au non maîtrise de leur développement dans un site contraignant et complexe.

L'agglomération d'Antananarivo aspire une partie de la population provinciale et régionale. Le prélèvement sur la population des provinces est de l'ordre de 600 000 habitants en 30 ans, en moyenne 20 000 par an. Le reste, régional et à proximité immédiate de la zone d'étude, est estimé à 80 000 habitants par an. Le mouvement s'est en fait accéléré. La cause principale de l'urbanisation trouve son origine dans l'accélération de la migration rurale-urbaine. Les migrants recherchent de conditions de vie plus favorables, en particulier des opportunités d'emplois et un accès facilité aux écoles (les étudiants) et aux centres de santé. Depuis dix ans, c'est 100 000 personnes, la population totale d'une ville comme Manandriana (Amaron'i Mania), Beloha ou Tsihombe (Androy), ou Sakaraha ou Morombe (Atsimo Andrefana), qui se

transforment chaque année à Antananarivo. Tous les cinq ans, l'agglomération tananarivienne absorbe une population égale à celle de la Région de Bongolava. La capitale présente de loin la concentration de population urbaine la plus élevée du territoire malgache. Dans un rayon de 5 à 7 km à partir du centre-ville, soit la Commune Urbaine d'Antananarivo, est à forte densité variant entre 9 000 et 72 000 habitants au km².

Or, cette aspiration de population est évidemment une aspiration de population d'adultes jeunes. Le prélèvement de population d'âge actif au détriment des autres régions est visible. L'agglomération continue à puiser le tiers de son accroissement de population sur le capital démographique des régions rurales et des villes de province sur qui pèse plus lourdement la charge d'entretien de plus de 30% de population inactive, dont moins de 10% de la population ayant dépassé l'âge d'une vie professionnelle.

A l'origine de ce constat, plusieurs facteurs: l'ignorance et/ou l'absence d'outils et de règlements d'urbanisme adéquats, l'inexistence d'institutions spécialisées au sein des Collectivités, l'absence d'une mise en cohérence des procédures administratives sont principalement les sources des problèmes et des contentieux. Il en résulte que la ville est confrontée à une mauvaise organisation, voire une anarchie dans la gestion de l'occupation du sol. Les extensions urbaines, laissées souvent à l'initiative spontanée des particuliers, sont mal maîtrisées et la ville abrite des développements importants de zones d'habitat sous équipés, insalubres et des quartiers de densité élevée. Le non implication des investissements des opérateurs privés dans le processus de planification de la ville a contribué à la tendance urbaine chaotique, entraînant ainsi un manque d'enthousiasme généralisé.

D'une manière générale, on observe une forte tendance vers une urbanisation anarchique. L'armature globale de la ville est monopolisée par la Commune Urbaine d'Antananarivo qui abrite la moitié de la population urbaine. Cette population a profité du non application des règlements stricts sur l'urbanisation pour s'être installée en premier avant toutes sortes d'équipements. A titre d'exemple, à Antananarivo, les constructions informelles représentent 60% à 70% du total²⁷.

Deux différents aspects de la situation de logement sont à signaler :

- les constructions illégales, sont bâties dans le non-respect des normes et règlements. Ils sont disséminés sur des terrains privés et sur des terrains domaniaux ;
- la tendance de l'urbanisation spontanée vers les périphéries de la ville qui tend à prendre de l'ampleur.

En effet, la ville d'Antananarivo est en phase de saturation. Une situation qui se marque par le déplacement de sa population vers les périphéries. La capitale, à elle seule, illustre les contraintes de la maîtrise de la croissance urbaine: sous-équipement en infrastructure, déficit en équipement et services de base, défaillance des transports collectifs, et dégradation de l'environnement urbain...

Aujourd'hui, plusieurs quartiers informels ou non structurés ont été créés et développés en dehors du cadre réglementaire de l'urbanisation. Ce constat est le résultat de l'inadaptation des instruments de gestion foncière urbaine face à l'urbanisation massive de la ville et l'absence au niveau communal d'outils appropriés de gestion urbaine. La réparation spatiale générale de l'ensemble des équipements, quelle que soit leur importance, ne peut se faire uniquement sur la base d'une vision limitée au périmètre de la ville, en ignorant les zones environnantes qui connaissent une urbanisation certaine, sans création des équipements correspondants, hormis les petites réalisations qui sont à la mesure des ressources des collectivités décentralisées. C'est pour cette raison qu'au niveau des études prospectives du Grand-Antananarivo, l'accent devra être mis sur la recherche d'une décentralisation de ces équipements, visant à assurer un rééquilibrage et leur complémentarité avec les équipements existants dans la ville.

Aucune localité du périurbain ne se détache pour constituer une « ville ». L'imbrication du monde rural et urbain reste la règle : 53% des actifs se déplacent vers la capitale pour des emplois dans le tertiaire et 47% des actifs du périurbain restent dans cette zone, mais pour des

²⁷ ONU HABITAT, *Madagascar - Bilan Commun de Pays*, 2012, p36

occupations dans le secondaire, le tertiaire informel ou le secteur rural selon l'INSTAT. Cette distribution des actifs renforce l'emprise de la Capitale sur sa périphérie : phénomène d'extension de la Capitale et non de naissance de nouvelles localités ayant accumulé des activités productrices qui engendrent des flux monétaires.

Autrement dit, le phénomène urbain d'Antananarivo est celui d'une ville et de sa banlieue. Les noyaux périphériques n'ont pas encore les poids suffisants pour mériter le nom de Centre ou de « points d'appui »²⁸ à l'urbanisation future : dans ce sens, le Grand Antananarivo n'existe pas encore. Par ailleurs, « *Aménagement et Transport se heurtent à des problèmes techniques graves que l'on est loin de savoir résoudre : c'est notamment celui du nombre, c'est-à-dire la concentration des activités humaines dans un espace restreint, qui s'accompagne de nos jours d'une exigence de plus en plus grande quant à la qualité de la vie. Concentration et qualité de vie semblent pour l'instant antinomiques, même au plan conceptuel.* »²⁹

En fait, la capitale présente aujourd'hui deux aspects d'urbanisation contrastée : l'actuel contexte de crise qui ne permet guère de dissocier : un aspect d'une urbanisation « descendante », c'est-à-dire le terminal d'une civilisation dite moderne et importée ; et un aspect d'une urbanisation « remontante », c'est-à-dire une ville insérée dans le tissu rural régional.

III.1.2. Structure urbaine polycentrique⁽³⁰⁾

À l'heure actuelle, l'agglomération d'Antananarivo possède une structure spatiale monocentrique pour 3 millions d'habitants. La plupart des principales fonctions administratives, d'affaires, commerciales et sociales sont concentrées dans la CUA. L'urbanisation suit les principales routes nationales, qui s'étendent radialement du centre-ville aux zones environnantes.

Bien qu'il y ait des villes de marché dans les zones suburbaines, elles ont été mal équipées de fonctions urbaines, telles que les fonctions de service commercial, administratif et social. Cette forme concentrée de fonctions urbaines tend à provoquer une forte concentration de la circulation, ce qui entraîne une congestion du trafic sur les routes nationales radiales vers la CUA.

À la périphérie, il n'y a pas de centre-moteur : aucune Commune n'est multifonctionnelle en raison de la dispersion générale des activités. Les volets significatifs pour certaines Communes (industrie, artisanat, marché) ne sont pas inducteurs d'enrichissement local généralisé et restent dans la mouvance de la capitale. Il n'y a que peu d'expressions matérielles de l'activité bancaire, d'enseignement et d'église, qui sont les composantes majeures mais ce ne sont pas des activités susceptibles de capitalisation.

Très modeste par rapport à la place qu'il occupe dans la CUA, le volet politico-administratif est néanmoins un élément-moteur de la vie banlieusarde. La prise en charge par le Fokonolona de certaines responsabilités évite les déplacements « en ville », sauf pour des courses spécifiques. En outre, la solidarité est plus agissante et les réalisations sont tangibles par rapport aux Fokontany de la ville. Les fonctionnaires « affectés » de la côte ou d'une autre région, sans attachement en ville, préfèrent souvent être en banlieue pour diverses commodités (loyer moins cher, espace disponible plus étendu, possibilité de cultures...).

Ce volet est sans doute amené à se développer au fur et à mesure que les prérogatives des autorités locales s'étendront et que le poids démographique obligera à prendre davantage d'initiatives et de mesures sociales.

En raison de la croissance rapide des zones suburbaines, certaines villes moyennes deviennent plus grandes et se sont transformées en centres suburbains. Plusieurs villes moyennes ont connu une croissance rapide et offrent certaines fonctions commerciales et

²⁸ CYPRIEN, Richer « L'émergence de la notion de pôle d'échanges, entre interconnexion des réseaux et structuration des territoires », Les cahiers scientifiques du transport, n°54, Décembre : 101- 23.

²⁹ COIGNET Jean, EGLIER Pierre. La relation aménagement-transport : problèmes et contradictions. In: Revue économique, volume 25, n°2, 1974. pp. 163-175.

³⁰ DUPONT V., PUMAIN D., « *De la ville compacte aux métropoles polycentriques* », in *Métropole en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris : Anthropos, 2000, p. 51 - 71.

publiques, telles que les marchés, les magasins et les services publics dans les zones suburbaines. La plupart des centres se situent le long des routes nationales et ont une bonne connectivité avec le centre-ville d'Antananarivo.

L'une des zones les plus remarquables est la zone de Talatamaty et Ivato. C'est une zone de croissance majeure au Nord-ouest de la CUA. L'aéroport international d'Ivato a entraîné le développement de cette zone. La zone est déjà très densifiée, avec des fonctions résidentielles et commerciales, y compris des hôtels.

D'autres centres suburbains potentiels incluent Ampitatafika, Fenoarivo, Antanambao, Sabotsy namehana et Anosiala. Ces villes possèdent des fonctions commerciales et des installations publiques en tant que centres de communes. Les zones résidentielles se développent autour de ces villes.

III.1.3. Restructuration des quartiers informels

Dans la CUA, un nombre d'occupations informelles est identifié avec une densité de population extrêmement forte. Ces occupations sont souvent situées au niveau des zones sujettes à des inondations et souffrant d'inondations périodiques. Les infrastructures de base et les services sociaux tels que l'approvisionnement en eau, et les équipements sanitaires et éducatifs sont insuffisants dans ces zones. A cause de la croissance démographique escomptée dans le futur, une intervention est indispensable pour l'amélioration des occupations informelles dans la CUA, afin d'offrir un meilleur cadre de vie.

D'autre part, il est important de considérer la prévention des occupations informelles sur les berges des rivières des communes environnantes. Pour cela, le développement de zones résidentielles et la fourniture de logement à prix abordable serait requis pour ces communes, pour accueillir la population croissante, outre le déplacement des occupants informels dans les zones à haut risque de catastrophe. Les nouvelles zones résidentielles devraient être équipées d'infrastructures de base et sociales nécessaires. Néanmoins, plus d'analyses détaillées sont requises pour clarifier les enjeux.

Les partenaires de développement ont fait un effort pour améliorer les conditions de vie à Antananarivo. Toutefois, l'amélioration des occupations illicites a été considérée selon le cas et le besoin, dans le cadre de projets individuels tels que Lalankely, à petite échelle et sans une vision future de la zone d'étude. Une stratégie globale de l'amélioration des occupations informelles devrait être développée au niveau de l'Agglomération, pour bâtir des zones résidentielles cohérentes et harmonieuses, et pour développer les infrastructures requises de façon appropriée, prenant en compte la répartition des réseaux d'infrastructures et d'équipements. Toutefois, il est temps d'aménager l'agglomération à travers des stratégies élargies pour l'amélioration des occupations informelles, faisant partie du Schéma Directeur d'Aménagement Urbain, en l'occurrence le projet Lalankely Phase III qui est déjà redirigé en aménagement urbain d'une surface plus grande, et qui est au-delà de l'amélioration du niveau communautaire. D'autre part, des plans d'urbanisme détaillés, PUDé, doivent être préparés comme outil de guide d'interventions pour améliorer les occupations informelles et de compléter le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain dans sa mise en œuvre. Bien qu'une stratégie globale indiquant l'orientation de base soit importante, pour l'amélioration des occupations, il est essentiel d'élaborer des plans détaillés afin de clarifier le type de zones résidentielles à aménager. Les plans détaillés sont également requis pour identifier les interventions nécessaires telles que les types d'infrastructures et d'équipements de base à développer et la localisation de ces infrastructures, etc.

Enfin, l'enjeu lié au conflit foncier devrait être pris en compte dans l'amélioration des occupations informelles. En fait, des informations cadastrales ambiguës et le manque de titres fonciers sont les causes majeures des occupations "informelles" à Madagascar. Le problème de conflit foncier non seulement décourage les investissements en développement urbain, mais aussi affecte négativement la croissance économique. Par conséquent, les projets d'amélioration des occupations informelles devraient inclure une composante sur les enjeux de conflit foncier afin de clarifier et sécuriser la propriété foncière.

Par ailleurs, toute retouche à la Commune Urbaine d'Antananarivo urbaine entraîne des dépenses considérables du fait de la spéculation immobilière. Les terrains de la périphérie ont bénéficié de cette spéculation plus que ceux de l'ancien noyau urbain, centre des affaires

excepté. En périphérie, il est fréquent de payer le mètre carré de terrain disponible de 100 000 Ar à 200 000 Ar, les terrains les plus côtés dépassant 200 000 Ar le mètre carré. A ce prix, un terrain de football qui n'est pas aménagé vaut, à l'état brut, 480 à 960 millions, une cour d'école de 50 m sur 50, 250 à 500 millions d'Ariary. Dans la mesure où les collectivités publiques ne peuvent se désintéresser du sort des habitants attirés par le développement économique de la ville, elle doit favoriser la construction de cités d'habitations et, par voie de conséquence, assurer les transports, créer des écoles ou des stades... et aussi des cimetières, renouveler les canalisations, les adductions d'eau, et la fourniture d'électricité.

Sur la base de l'analyse des occupations informelles dans l'agglomération d'Antananarivo, les enjeux majeurs qui ont besoin d'être considérés dans la planification sont identifiés comme suit :

- Besoin d'amélioration du cadre de vie au sein de la CUA, en termes de logement ;
- Prévention des occupations informelles au niveau des berges des rivières ;
- Besoin d'une stratégie intégrée globale afin d'améliorer les occupations informelles de l'agglomération d'Antananarivo; et
- Besoin de plans d'urbanisme détaillés (PUDé) comme outil-guide d'amélioration des occupations informelles.

III.2. Antananarivo absorbe une grande part des activités économiques de Madagascar

La concentration urbaine des activités économiques explique l'attraction de population d'une part. Sur 28 584,8 milliards d'Ariary du PIB national réalisé en 2015, 8 451,3 milliards, soit 30% ont été inscrits à l'actif du mouvement d'affaire des entreprises tananariviennes. La région la plus active après Antananarivo à cet égard est celle d'Atsimo Andrefana, avec 6,8% ; Vakinankaratra n'arrive qu'à un peu plus de 6,4%³¹.

La grande majorité des entreprises sont regroupées dans le centre urbain, la CUA, notamment les grandes entreprises qui sont presque exclusivement établies dans l'axe Nord -Sud. Cette concentration permet de générer des emplois plus rapidement dans les zones urbaines que rurales. Or, le secteur urbain tananarivien n'a pas encore engendré tous ses effets vertueux sur la croissance économique de l'agglomération.

L'importance des besoins en service de toute espèce : police, transports, communications, et accueil, appelle une population active du « secteur tertiaire »³², bien supérieure en nombre à ce que requerraient apparemment les activités administratives, financières et commerciales. C'est aujourd'hui ce secteur de service, hypertrophié par la crise de la vie et du développement de l'agglomération, qui exerce le plus de pression sur les ruraux sans qualification professionnelle.

III.2.1. Les activités économiques et les revenus

Pourquoi l'urbanisation et la concentration économique n'ont pas encore induit tous les fruits de la croissance et de l'emploi à Antananarivo ?

La précarité de l'emploi reste une réalité pour la majorité des ménages urbains. Les revenus sont extrêmement bas et l'enquête de l'INSTAT sur le marché du travail confirme qu'environ 1 travailleur sur 2 touche moins que le salaire minimum légal. Cette précarité est liée au sous-emploi et à l'instabilité de l'emploi d'une part. Mais aussi à une faible valeur ajoutée globale que dégage l'ensemble des activités montrant la médiocre productivité du travail liée à la très grande faiblesse du capital technique.

Or, la médiocrité actuelle des investissements dans les activités modernes qui devraient jouer un rôle moteur dans la vie locale et nationale ne peut qu'accentuer cette inquiétante évolution. La faiblesse des investissements n'est pas tellement liée à l'absence d'une épargne des

³¹ JICA, Projet Tananarive-Toamasina, *Projet d'élaboration du Schéma Directeur pour le Développement de l'Axe Economique TaToM*, Madagascar (TaToM) / INSTAT, juin 2017.

³² ATTOUMANI Abdillah, Aménagement urbain et dynamique de la circulation routière : une piste pour la résolution des problèmes d'embouteillage dans la ville d'Antananarivo, Chapitre 2. Economie urbaine, Thèse de Doctorat en cours, ESPA Antananarivo, 2018.

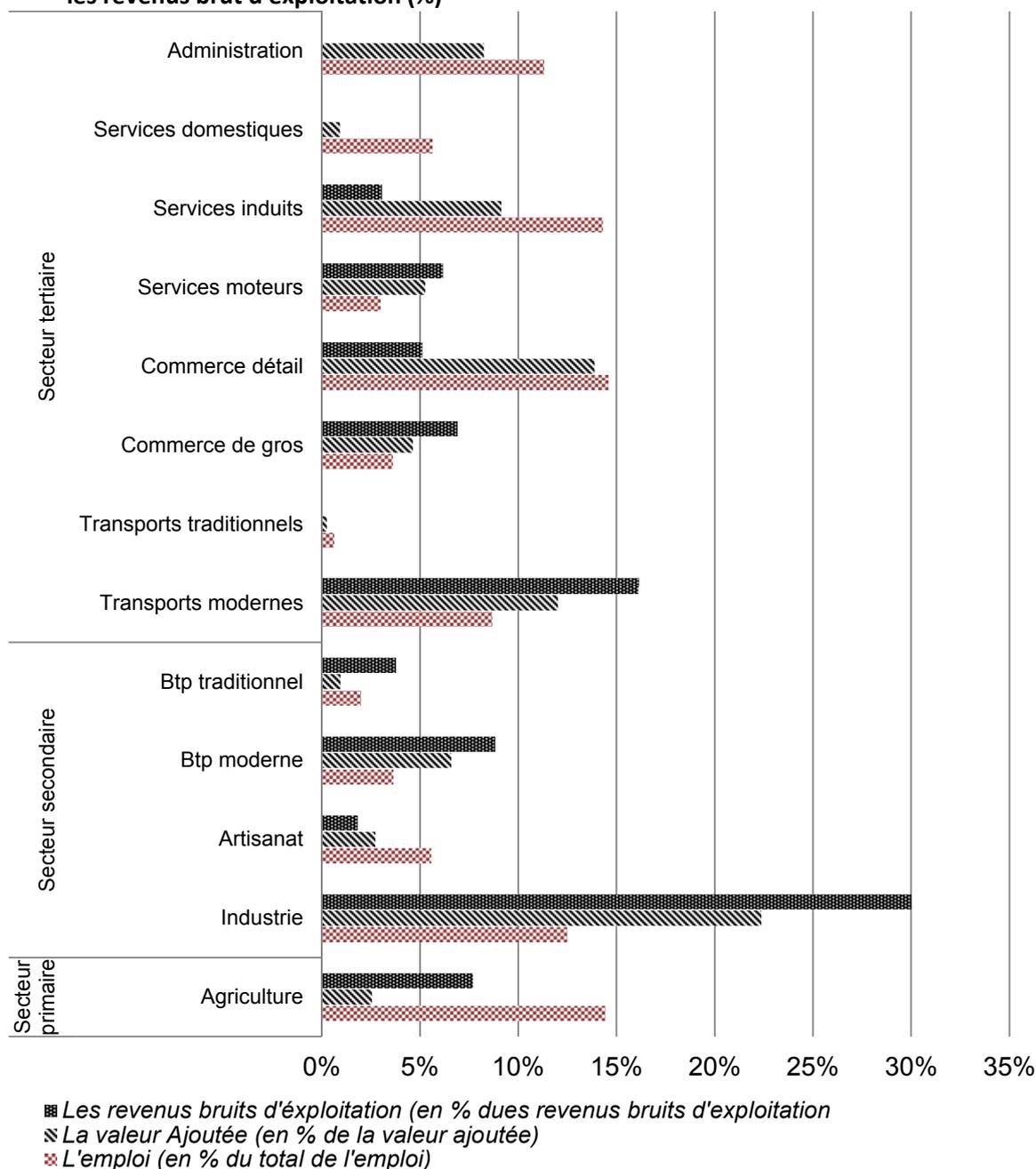
entreprises, puisque globalement celle-ci dégagent un surplus non négligeable, surplus que permet, pour les plus grosses d'entre elles, le blocage des salaires.

Le problème fondamental réside dans les contraintes en matière de devises, qui réduisent la possibilité de renouvellement de capital technique auxquelles s'ajoute très vraisemblablement le rétrécissement du marché local, étant donné la baisse importante du pourcentage d'achat des ménages depuis quelques années.

L'économie de la capitale semble engagée dans un processus cumulatif de régression qui, s'il n'est pas rapidement inversé, risque d'avoir des répercussions sociales graves.

Le développement économique de l'agglomération était assuré grâce à la récupération d'une partie du surplus que dégageaient les activités primaires agricoles et plus particulièrement du surplus en devises que procurait l'exportation des cultures de rente (café, vanille, girofle). Ces devises permettaient à la fois aux entreprises d'importer les produits nécessaires à leur fonctionnement et à leurs investissements et aux ménages de la capitale de s'approvisionner en biens de consommation et d'équipement domestique.

Graphique 2. Part relative de chaque branche économique dans l'emploi, la valeur ajoutée et les revenus brut d'exploitation (%)



D'une part, le secteur de la distribution n'a pas été en mesure de capter l'essentiel du surplus dégagé par les activités primaires dont la production tendait à plafonner ou à baisser, du fait d'une politique des prix peu incitative. D'autre part, le très lourd endettement de l'Etat, vis-à-vis de l'étranger, conduit à une crise de devises grave. La contraction du surplus agricole et la crise des devises ont affecté plus particulièrement la capitale qui tirait autrefois plus d'avantages que les autres villes de ces flux monétaires et financières qui lui permettaient d'exercer ses fonctions de responsabilité nationale. Les conséquences de cette évolution se sont rapidement fait sentir sur les activités fortement consommatrices de devises, plus particulièrement l'industrie et sur les activités tertiaires vivant directement ou indirectement de la capture de ce surplus : le commerce de gros et l'Administration, c'est-à-dire en fait sur ce qui constituait les activités les plus motrices. Cette perte de substance des évolutions s'est répercutée sur l'ensemble des activités induites : services, commerces, etc. ... et bien entendu sur l'emploi et les revenus des ménages. Le retour vers une évolution favorable est évidemment obéré par la crise des devises. Or, celles-ci sont indispensables à la relance de l'économie de la capitale en général et des activités motrices en particulier. Elles sont aussi nécessaires à la relance et au développement des investissements. Le volume des investissements des entreprises existantes est actuellement au moins deux fois trop faible par rapport à la normale. A ces investissements, s'ajouter la création d'activités nouvelles s'orientant en tant ou partie vers l'exportation. En définitive, la relance de l'économie du Grand Antananarivo est liée aux possibilités d'ouverture à des financements extérieurs et très probablement aux possibilités d'association de capitaux privés locaux à des capitaux étrangers.

Rappelons cependant une étude menée par D. PUMAIN sur les villes françaises qui montre que l'évolution de l'armature urbaine est relativement aléatoire, et que la croissance d'une ville ne dépend pas seulement de l'activité économique, mais aussi de l'étendue du territoire auquel elle fournit des services.

III.2.2. Les conséquences urbanistiques

L'espace urbain n'est pas seulement un espace bâti ou macadamisé ; il est aussi un cadre d'organisation des relations socio-économique, notamment des échanges.

L'urbaniste peut toujours définir des objectifs volontaristes ; il peut même, si les moyens lui en sont donnés tenter de réaliser ces objectifs en façonnant l'habitat pour infléchir l'évolution économique. Mais les faits économiques sont terriblement têtus.

L'état des finances publiques locales, la dégradation du niveau de vie urbaine, la crise des activités productives officielles, et au-delà la crise des paiements extérieurs qui repose le problème de l'équilibre « villes/campagnes », invitent au réalisme. Il serait tout simplement absurde de fixer à l'urbanisme tananarivien des objectifs que les perspectives économiques et financiers rendent irréalisables ; il serait tout aussi absurde de ne pas vouloir voir certaines tendances de l'économie locales parce qu'elles troublent le paysage urbain.

En fait, la sagesse commande de comprendre les dynamiques socio-économiques actuelles et d'en tirer le meilleur parti possible en y adaptant, mais pas servilement, les options d'urbanisme.

Le secteur informel se développe. Les boutiques prolifèrent et les pousse-pousse se multiplie, non seulement parce que l'économie officielle est en crise, mais encore et surtout parce que l'économie informelle propose, seule aujourd'hui une solution au sous-emploi urbain grandissant et au rééquilibrage des relations « ville/campagne » dont dépendent l'approvisionnement de la Capitale et restauration des équilibres externes. Si le recentrage de l'économie tananarivienne est nécessaire, alors le développement du secteur informel est inéluctables et doit être aménagé, une reprise dans l'économie officielle ralentirait peut-être la croissance de l'économie informelle, mais ne soustrairait pas l'urbaniste à la nécessité d'aménager la place du secteur informel.

Une analyse de l'évolution de la ville appréhendée du point de vue des échanges permet d'établir que la croissance du secteur informel est un facteur de déconcentration de l'espace urbain. L'économie informelle transforme le système interne d'approvisionnement de la ville et revitalise des quartiers que l'exercice polarisation de l'espace autour d'Analakely.

La réunion des activités domestiques et productives dans l'entreprise informelle n'implique pas nécessairement la réunion de la résidence et de l'atelier, mais dans ces conditions, l'un et l'autre s'attirent mutuellement.

Aménager la place du secteur informel dans le Schéma Directeur d'Urbanisme revient à favoriser le rapprochement des résidences et des ateliers en offrant aux ménages engagés dans le secteur informel le privilège de la centralité. Ceci n'implique évidemment pas que le secteur informel doive squatter le centre-ville, mais plutôt que soit de qualité le besoin de centralité particulier de chaque type d'activité, que soient définies la hiérarchie de ces activités et de leurs pôles, et qu'enfin l'accès à ces centres répondant à des critères de centralité spécifiques soit facilité pour les populations intéressées.

Conclusion

Depuis l'indépendance en 1960, l'organisation spatiale urbaine d'Antananarivo est, en effet, soumise aux pressions souvent divergentes d'acteurs qui façonnent progressivement le visage de la ville. Ces derniers tentent périodiquement avec les pouvoirs publics, de canaliser, voire harmoniser le développement urbain à travers des documents d'urbanisme jugés incapables d'organiser et de loin de structurer l'espace urbain. Mais il en est de la planification urbaine comme de la planification économique : elle procède par ajustements successifs et son impact dépend, avant tout, des forces et moyens qui la soutiennent. « Quelle que soit l'échelle de leur intervention, les documents d'urbanisme ne parviennent à transformer réellement ni les structures urbaines des grandes agglomérations, ni les tissus urbains dans le détail. »

La gestion de l'espace urbain est établie par des plans d'urbanisme successifs toujours dépassés car sans réalisation concrète. La population a profité de cette occasion pour se répartir d'avance que les infrastructures. L'urbanisation n'a cessé de proliférer sous le double effet de la densification et de l'extension.

La capitale, à elle seule, illustre les contraintes de la maîtrise de la croissance urbaine : sous-équipement en infrastructure, déficit en équipement et services de base, la difficulté de sécuriser un terrain et de l'aménager et le manque de main d'œuvre qualifiée, défaillance des transports collectifs.

L'instauration d'une politique de la ville en aménagement urbain est devenue une urgence à Antananarivo et il convient de souligner que sa mise en œuvre va coûter de l'argent, qu'il faudra trouver. Les mouvements migratoires ne vont pas s'arrêter, mais plutôt s'accélérer, car les centres urbains vont continuer d'attirer les populations rurales qui ne voient guère d'opportunités économiques et sociales dans les campagnes. L'urbanisation représente une opportunité, alors que la ville d'Antananarivo est encore loin d'exploiter son potentiel démographique et économique.

Si la répartition relativement équilibrée des établissements industriels dans l'ensemble des villes du pays n'a pas donné à la capitale un rôle leader dans le développement du secteur secondaire ; en revanche, la forte concentration des activités tertiaires supérieures permettait à Antananarivo de remplir sa fonction de centre moteur des activités économiques nationales et d'exercer ses responsabilités de ville capitale.

La ville d'Antananarivo n'a pas jusqu'ici d'effet catalyseur pour sa croissance. Bien au contraire, l'accroissement démographique au sein de l'agglomération, combinés avec le manque d'emploi suffisamment productif, conduisent à l'aggravation de la pauvreté.

La création d'entreprises formelles doit être encouragée par l'amélioration du climat des affaires. Mais il est impératif d'éliminer les barrières à la création, à l'expansion d'entreprises et d'encourager leur développement. La participation du secteur privé serait essentielle pour combler les besoins de financement auxquels doit faire face le secteur public et pour développer les transferts de compétences qui sont si importants pour dynamiser l'économie urbaine.

Dans la mesure où les effets d'agglomération conditionnent le processus de changement démographique urbain, l'évolution démographique sera le produit du système d'activité économique dans l'agglomération d'Antananarivo.

Saisir l'interdépendance entre la croissance de la population de la ville et les autres phénomènes socio-économiques liés à l'urbanisation est une tâche lourde à Antananarivo dans la mesure où les données disponibles sont incomplètes et disjointes.

Bibliographie

- LETARTE Martine, *Pays en développement-Le grand défi de la croissance urbaine*, 24 Février 2007. Disponible sur www.ledevoir.com
- SCHAFFAR Alexandra, DIMOU Michel, *Les théories de la croissance urbaine*, Université de la Réunion, 29, Rue Cézanne, 97432 Saint Pierre, La Réunion, 2009
- BANQUE MONDIALE, *L'Urbanisation ou le nouveau défi malgache*, Mars 2011, p1.
- CERTU, *Note de synthèse : Mobilité et transport, Comment élaborer des stratégies de mobilité durable dans les villes des pays en développement ?*, Fiche n°1, Janvier 2008, p3.
- RAMAMONJISOA J., *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, tome I et II, Th. 3e cycle, Université de Nice, 1978, 514 p.
- GOFFETTE-NAGOT F., *Croissance et configuration des aires urbaines* – mimeo, 1998.
- RAMAMONJISOA J., « *L'extension urbaine de Tananarive : nouveaux visages* », in *Madagascar revue de géographie*, 43, 1983, p. 65 – 104.
- Boiteux C., Huriot J.M., *Modéliser la suburbanisation, succès et limites de la micro-économie urbaine*. XXXVIème colloque de l'ASRDLF « Développement régional, économie du savoir, nouvelles technologies de l'information et de la communication », Crans-Montana (Suisse), 6-9 septembre, 2000a, 23p.
- AQUAR. M, *Périurbanisation, enjeux fonciers, planification urbaine, une réactualisation des approches, L'exemple de l'agglomération toulousaine*, Toulouse, Mémoire de DEA, Géographie, 1992, p110.
- YVES, J. & CALENGE, Ch, *Espace périurbains : au-delà de la ville et de la campagne*, Annales de géographie, n°596, pp. 389-413.
- ZOO, EYINDANGA. R.-C, *L'extension urbaine à Libreville : l'exemple des quartiers Est. Libreville*, Mémoire de maîtrise, géographie, UOB, 1984, p145.
- PIERRE. N, *Diagnostic des extensions urbaines*, Libreville, PAPSUT, 1999.
- ALLOGHO-NKOGHE, *Fidèle-Marcellin, Politique de la ville et logique d'activités d'acteurs. A la recherche d'alternatives d'Aménagement pour les quartiers informels de Libreville (GABON)*, Université Montpellier III-Paul Valéry, Arts et Lettres, Langues et sciences Humaines et Sociales, U.F.R III UMR6012 ESPACE, Département de Géographie et Aménagement de l'espace, Thèse de Doctorat, 19 Octobre 2006, p565.
- ¹ CHEVALLIER. J, *Système urbain et dynamique intra-urbaine*, In *Dynamiques urbaines, Actes du colloque du Mans*, Publications de l'Université de Caen, 1991, pp. 351-361.
- LABORIE J-P. et BERNARD J., « *Bourgs et petites villes* », Actes du colloque de Nantes, Presses universitaires du Mirail (PMU), 1997.
- BECKERICH, C., *Biens publics et valorisation immobilière*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Lyon 2, Laboratoire d'Economie des Transports, 2000, 290p.
- COQUERY. M, *Secteur informel et production de l'espace urbanisé en Afrique*, In C. Coquey -Vidrovitch (éds), *Tiers –modes : l'informel en question ?* Paris, le Harmattan, 1991, pp. 197---213.
- ARNAUD. M, *La production d'habitat au Gabon*, Libreville, PAPSUT, 2000, 91p.
- ASSEKO-MINKO. D, *Les problèmes d'habitat et d'urbanisme à Libreville : habitat gabonais sous l'angle Fang*, Thèse d'architecture et d'urbanisme, Pars, Ecole des Beaux-Arts, 1978, 305p.
- BERNARD. P, *Le développement décentralisé, dynamique spatiale de l'économie et planification régionales*, Paris, Litec, 1987.
- BCEOM et SOGREAH, *Résumé du rapport de faisabilité du Grand Antananarivo, Chapitre5 Appui institutionnel, Antananarivo*, Août 2007, p17.
- Enquête Population et ménages OMD 2013.
- ONU HABITAT, *Madagascar - Bilan Commun de Pays*, 2012, p36
- CYPRIEN, Richer « *L'émergence de la notion de pôle d'échanges, entre interconnexion des réseaux et structuration des territoires* », Les cahiers scientifiques du transport, n°54, Décembre : 101- 23.
- COIGNET Jean, EIGLIER Pierre. *La relation aménagement-transport : problèmes et contradictions*. In: *Revue économique*, volume 25, n°2, 1974. pp. 163-175.
- ¹ DUPONT V., PUMAIN D., « *De la ville compacte aux métropoles polycentriques* », in *Métropole en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris : Anthropos, 2000, p. 51 - 71.
- JICA, *Projet Tananarive-Toamasina, Projet d'élaboration du Schéma Directeur pour le Développement de l'axe Economique TaToM*, Madagascar (TaToM) / INSTAT, juin 2017.
- ATTOUMANI Abdillah, *Aménagement urbain et dynamique de la circulation routière : une piste pour la résolution des problèmes d'embouteillage dans la ville d'Antananarivo*, Chapitre 2. Economie urbaine, Thèse de Doctorat en cours, ESPA Antananarivo, 2018.